

Un léger ralentissement de l'économie bretonne en 2023

En 2023, dans un contexte international instable et inflationniste, l'économie bretonne apparaît un peu moins dynamique qu'en 2022. La hausse du chiffre d'affaires des entreprises observée dans tous les grands secteurs est moins marquée en 2023. De même, l'activité mesurée par le nombre d'heures rémunérées progresse moins en 2023 que l'année précédente.

Pourtant, avec 16 300 emplois créés en un an, la Bretagne affiche la plus forte hausse de l'emploi salarié des régions métropolitaines. Le taux de chômage (6,1 % de la population active), bien qu'en légère hausse, reste à un niveau bas, bien inférieur au niveau national (7,5 %).

Par ailleurs, le déficit commercial de la région s'améliore grâce à une diminution des importations, les productions agricoles sont fortement valorisées, le secteur du tourisme reste dynamique grâce à une montée en gamme de l'offre d'hébergement et les immatriculations de véhicules repartent à la hausse. Enfin, la couverture énergétique de la Bretagne s'améliore et la production d'énergies renouvelables progresse nettement.

Mais la Bretagne doit aussi faire face à des indicateurs économiques moins favorables en 2023 : la création nette d'emplois salariés diminue par rapport à 2022 et le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,0 %, plus qu'en France. Le nombre de créations d'entreprises est en repli et celui des défaillances de nouveau en forte croissance. Enfin, la conjoncture est très dégradée dans la construction, avec une chute à la fois des autorisations de construction et des mises en chantier.

Dans tous les grands secteurs, une hausse du chiffre d'affaires plus faible en 2023

En 2023, l'économie bretonne évolue dans un contexte international instable et inflationniste. La progression du chiffre d'affaires dans les trois plus grands secteurs est moindre que celle enregistrée l'année précédente (+5,2 % en 2023 contre +14,5 % en 2022 dans l'industrie, +4,5 % contre +8,2 % dans les services marchands, +3,8 % contre +7,4 % dans la construction). Ces performances sont d'ailleurs légèrement inférieures aux prévisions d'activité formulées l'an dernier par les entreprises après de la Banque de France, sauf pour la construction qui résiste mieux que ce qui était envisagé. D'autre part, les tensions inflationnistes et l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie induisent un effet prix, qui nuance cette croissance des chiffres d'affaires.

Une augmentation de l'activité moins marquée qu'en 2022

Mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les employeurs à leurs salariés, l'activité en Bretagne était pour chaque mois de l'année 2022 supérieure à celle du même mois de l'année 2021

► **figure 1.** C'est également le cas en 2023

Avertissement

En décembre 2023, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au mois de décembre 2022, en forte augmentation en décembre 2023. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné moins de congés en décembre 2023 qu'en décembre 2022.

par rapport à 2022 mais de façon moindre, notamment pour les mois du second semestre. Cette même évolution s'observe au niveau national. En 2023, l'activité progresse à nouveau dans tous les grands secteurs de l'économie régionale, mais à des degrés divers ► **figure 2.** Ceux des services (services principalement marchands et services principalement non marchands) sont les véritables moteurs de l'économie bretonne en 2023. La construction et, à un degré moindre, l'industrie sont dynamiques au 1^{er} semestre, mais l'activité y ralentit nettement au second.

La Bretagne affiche la plus forte hausse de l'emploi salarié des régions métropolitaines

Entre fin 2022 et fin 2023, l'emploi salarié progresse deux fois plus vite en Bretagne qu'au niveau national (+1,2 % contre +0,6 %). Fin décembre 2023, la région compte 1 325 000 emplois salariés, soit 16 300 de plus en un an. Le nombre d'emplois salariés progresse dans chacun des quatre départements bretons, mais l'Ille-et-Vilaine porte à elle seule plus de la moitié des créations nettes d'emplois. Le tertiaire non marchand apparaît comme le principal moteur de la croissance avec 9 100 emplois créés dans la région, devant le tertiaire marchand (+6 400). Dans l'industrie, l'emploi progresse légèrement, tandis que dans la construction, il est en léger repli. Le secteur agricole gagne des emplois dans un contexte de baisse nationale.

Après un pic historique fin 2022, l'emploi intérimaire se replie fortement en 2023. Ainsi, 44 000 intérimaires sont dénombrés fin 2023, soit 2 800 de moins qu'un an auparavant (-6,0 %). Le recul est un peu plus marqué au niveau national (-6,7 %).

Une légère dégradation du marché du travail

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 6,1 % de la population active fin 2023, en hausse de 0,4 point sur un an comme en France. Il est inférieur de 1,4 point au taux national (7,5 %) et reste le 2^e plus faible des

régions françaises, après celui des Pays de la Loire. Il augmente dans tous les départements bretons, de 0,2 point dans les Côtes-d'Armor à 0,5 point en Ille-et-Vilaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans activité), de même qu'en catégorie A, B ou C (sans emploi ou ayant exercé une activité réduite, et tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi), augmente de 1,0 % dans la région, alors qu'en France, il est en hausse plus limitée pour l'ensemble des catégories A, B, C et en recul pour la seule catégorie A. Cette hausse sur un an est très marquée parmi les jeunes, en catégorie A (+7,4 %) comme en catégorie A, B ou C (+5,0 %). Par ailleurs, elle impacte davantage les hommes que les femmes. Fin 2023, 44 % des demandeurs d'emploi le sont depuis plus d'un an. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue et le recours à l'apprentissage ralentit.

Léger recul des créations d'entreprises et nouvelle forte hausse des défaillances

En 2023, 38 600 entreprises ont été créées en Bretagne, soit 500 de moins qu'en 2022. Cette baisse du nombre de créations d'entreprises fait suite à sept années consécutives de hausse. Les immatriculations de micro-entrepreneurs augmentent de 7,1 % en 2023, alors que celles des sociétés et des entreprises individuelles sont en net repli (respectivement -10,9 % et -13,9 %). Les évolutions diffèrent également selon les départements bretons, avec une baisse en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan et une légère hausse dans les Côtes-d'Armor et le Finistère. La situation varie aussi selon le secteur d'activité, avec une progression des créations dans l'industrie et dans les services aux entreprises et, au contraire, un recul dans la construction.

Les défaillances d'entreprises se situent désormais à un niveau supérieur à celui de 2019. Elles sont en effet en forte augmentation pour la deuxième année consécutive (+34,0 % après +61,1 %, en lien

avec l'arrêt progressif des mesures de soutien aux entreprises suite à la crise sanitaire du Covid-19.

Nette amélioration du solde des échanges commerciaux en 2023

En 2023, les échanges extérieurs de la Bretagne représentent 2,2 % des exportations françaises et 2,1 % des importations. Après le déficit record en 2022 (-3,2 milliards d'euros) marqué par une importante crise énergétique, le solde commercial s'améliore en 2023 (-2,3 milliards), en lien avec la diminution des importations (15,0 milliards) tandis que les exportations stagnent (12,7 milliards). Le premier poste excédentaire reste celui des produits des industries agroalimentaires. Comme les années précédentes, l'Union européenne – avec l'Allemagne et l'Espagne en tête – représente de très loin la première zone d'échanges hors de France pour la Bretagne. Parmi les fournisseurs, après une progression notable enregistrée en 2022, la part de la Chine se contracte sensiblement.

Les prix des produits agricoles et des intrants restent élevés

Après la hausse historique des prix à la production et des intrants en 2022, l'année 2023 apparaît également exceptionnelle en matière de prix. Dans un contexte marqué par une réduction des cheptels, les prix à la production du lait, des bovins, des porcins, des volailles et des œufs de consommation augmentent encore, mais baissent au dernier trimestre. Du fait d'une offre mondiale abondante, les cours des céréales reculent, entraînant une diminution du coût de l'alimentation animale, qui cependant reste haut.

Une conjoncture très dégradée dans la construction en 2023

En Bretagne, les autorisations de construction de logements neufs poursuivent leur chute amorcée en 2022. Passant sous le seuil des 25 000 en 2023, elles restent toutefois au-dessus des niveaux enregistrés lors des précédentes crises,

notamment en 2009 suite à celle des *subprimes*. *A contrario*, le nombre d'autorisations de construction de logements en France en 2023 est le plus faible observé depuis 25 ans.

Les mises en chantier de logements dans la région se replient également fortement en 2023 (-25,6 %), dans des proportions proches de celles observées au niveau national. Les surfaces de locaux non résidentiels autorisées à la construction sont en hausse en Bretagne, alors qu'elles enregistrent un repli en France. La baisse des ventes de logements neufs s'accroît, dans des proportions similaires dans la région et au niveau national (respectivement -38,2 % et -37,1 %). Le prix au m² des logements continue d'augmenter, même si la hausse est un peu plus modérée qu'en 2022.

Les campings à l'origine du dynamisme touristique en Bretagne

Sur l'ensemble de l'année 2023, la fréquentation touristique a de nouveau augmenté en Bretagne, pour atteindre 26,5 millions de nuitées. Le dynamisme observé dans les campings de la région a compensé les légères baisses de fréquentation dans les hôtels et les autres hébergements collectifs de tourisme. La hausse de la fréquentation observée dans les hôtels et campings 4-5 étoiles est à relier avec une offre haut de gamme en progression de plus de 8 % en 2023. Le nombre de touristes en provenance de l'étranger est en nette augmentation, quel que soit le mode d'hébergement.

Les immatriculations de véhicules repartent à la hausse, le trafic aérien se replie légèrement

Après un recul marqué en 2022, les immatriculations de véhicules neufs repartent à la hausse en 2023, en Bretagne comme au niveau national. Elles demeurent cependant inférieures d'environ 20 % à leur niveau d'avant la crise sanitaire de 2020. Amorcée en 2019, la forte augmentation des ventes de voitures à motorisation alternative

se poursuit. En particulier, la proportion de voitures électriques parmi l'ensemble des immatriculations de voitures neuves a été multipliée par dix dans la région et par huit au niveau national depuis 2019.

Après deux années de hausse, le trafic aérien marque le pas en Bretagne, alors qu'il continue d'augmenter au niveau national. Il reste à un niveau inférieur à celui observé avant la crise sanitaire, et ce particulièrement dans la région (-38,9 % en Bretagne et -7,5 % au niveau national). Seules les lignes internationales, qui représentent 18 % du trafic des aéroports bretons, voient leur nombre de passagers augmenter en 2023. Le transport routier de marchandises continue de diminuer dans la région (-0,2 % en 2023), mais de façon plus modérée qu'en 2022.

La couverture énergétique de la Bretagne s'améliore et la production d'énergies renouvelables progresse

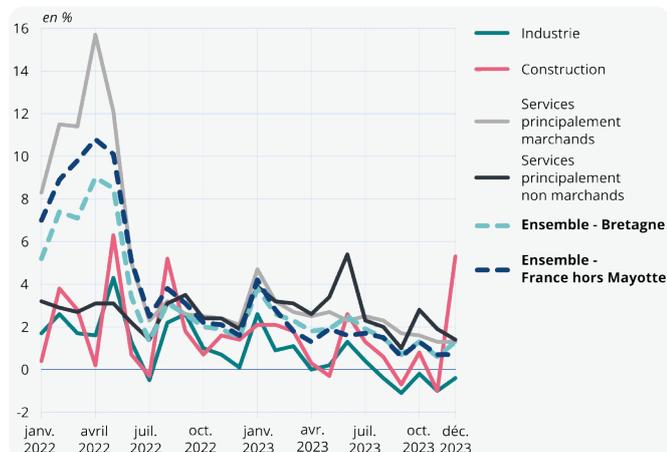
En 2023, la Bretagne couvre presque un tiers de sa consommation électrique, contre moins de 15 % en 2015. L'augmentation notable de la couverture énergétique sur cette période résulte d'une production électrique en forte hausse et d'une consommation en légère baisse.

À l'inverse, la consommation de gaz augmente. Elle est couverte à hauteur de 4 % par une production renouvelable en forte progression.

De même, la production d'électricité grâce aux énergies renouvelables est en nette hausse, mais elle ne couvre encore qu'une faible part de la consommation. Dans la région, l'éolien est l'énergie renouvelable la plus productive et le déploiement de son parc s'est accéléré en 2023 avec la mise en service partielle du parc éolien de la baie de Saint-Brieuc. La production d'électricité solaire et de gaz renouvelable s'accroît également ces dernières années. ●

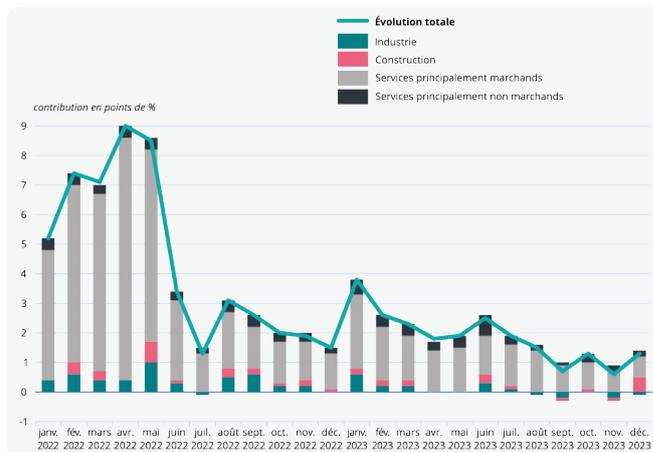
Auteur : Jean-Marc Lardoux (Insee)

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Bretagne



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Champ : secteur privé hors secteur agricole.
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Bretagne



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Champ : secteur privé hors secteur agricole.
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

-0,6 %). Comme en 2022, ces reculs inédits traduisent le fort dynamisme des prix sur la période récente. En deux ans, le recul du SMB réel atteint ainsi 2,5 %.

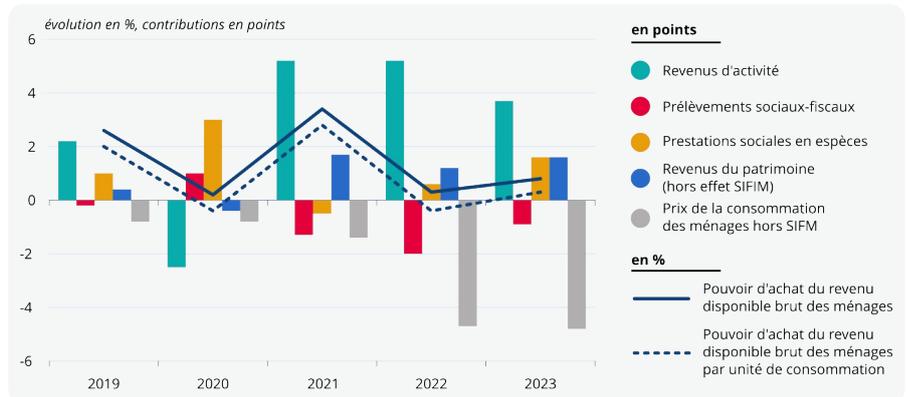
En 2023, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré (+0,8 %, après +0,3 % en 2022) ► **figure 3**. Les revenus nets d'activité ont ralenti mais sont restés dynamiques (+5,0 % après +7,2 % en 2022). Les prestations sociales en espèces ont augmenté de 4,7 % après +1,7 %, sous l'effet principalement des revalorisations des retraites (effet en année pleine de la revalorisation de juillet 2022 et revalorisation résiduelle de janvier 2023) : les retraites ont ainsi progressé de façon soutenue (+5,3 %). Les revenus du patrimoine, corrigés de l'effet SIFIM², accélèrent en 2023 (+7,5 % après +5,8 %) sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et de versements dynamiques de dividendes et des autres revenus d'investissement. Au total, le revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM de l'ensemble des ménages a accéléré (+5,8 % après +5,0 %).

La consommation des ménages a progressé à un rythme proche du pouvoir d'achat (+0,8 %), si bien que le taux d'épargne des ménages s'est quasiment stabilisé (16,9 % après 16,8 %). Le taux d'épargne reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,7 %). La consommation en produits alimentaires a continué de baisser (-3,6 %, après -3,2 % en 2022). Ces produits sont les plus marqués par l'inflation, avec une hausse des prix de 11,3 % en 2023 (après +6,3 % en 2022). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques diminue de nouveau fortement comme en 2022 (-2,5 % après -3,3 %). À l'inverse, la consommation des ménages en services reste dynamique, en particulier dans l'information-communication (+5,6 %), dans les services de transport (+6,7 %) et dans l'hébergement-restauration (+5,5 %).

L'investissement des ménages a sombré, celui des administrations et des entreprises a résisté

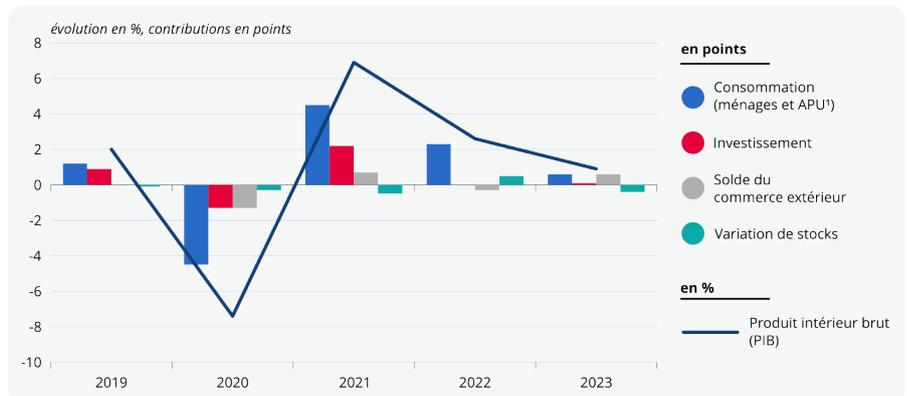
En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier est de nouveau en forte baisse (-8,5 %), pénalisé par la baisse de l'investissement en construction (-5,6 %) et par celle des achats de biens immobiliers (-18,4 % d'investissement en services techniques, comprenant les frais de notaires). L'investissement des entreprises non financières progresse au même rythme qu'en 2022 (+2,7 % après +2,9 %), toujours porté par l'investissement en services d'information-communication. Au total, l'investissement se redresse légèrement en 2023 (+0,4 % en volume après 0,0 %),

► 3. Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes



Lecture : en 2023, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,6 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.
Source : Insee, comptes nationaux.

► 4. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



1 : Administrations publiques.
Lecture : en 2023, la croissance du PIB est de 0,9 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,6 point à cette croissance.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

principalement porté par les investissements des administrations publiques (+6,9 %), qui augmentent dans les matériels de transport, avec notamment la livraison d'un sous-marin.

Le solde extérieur de la France s'améliore

En 2023, les flux de commerce extérieur en volume marquent le pas après deux années de forte hausse. Les exportations augmentent encore un peu (+2,1 % après +8,2 %), alors que les importations sont quasi stables (+0,3 % après +8,8 %). Le solde extérieur en volume s'améliore légèrement. Cette amélioration s'explique surtout par les biens, en particulier les biens énergétiques : la France est de nouveau exportatrice nette d'électricité, et ses imports en gaz et en pétrole baissent fortement, les stocks ayant atteint des niveaux très élevés. Les exportations de matériels de transport, en particulier en aéronautique, accélèrent nettement, mais les importations, notamment de véhicules électriques, augmentent aussi fortement. Les exportations en volume de services se replient, tirées vers le bas par les

exportations de services de transport (-7,5 %), tandis que les importations de services sont en forte hausse, avec notamment +15,1 % de services de transport et +7,7 % de services aux entreprises. Au final, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été nettement positive en 2023 (+0,6 point), en partie compensée par un mouvement de déstockage (-0,4 point)

► **figure 4.**

Auteurs : Clément Bortoli, Gaston Vermersch (Insee)

1 - Le salaire mensuel de base (SMB) correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de primes et les heures supplémentaires.
2 - Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) mesurent les services d'intermédiation liés à l'octroi de crédits et à la gestion des dépôts par les banques. L'imputation de SIFIM majore l'évolution des revenus du patrimoine dans un contexte de remontée de taux d'intérêt ainsi que le prix de la consommation des ménages, mais l'effet de cette imputation sur l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est faible (encadré 2 de l'Insee Première « Les comptes de la Nation en 2023 » [Héam, Meinzel, Morvan, 2024]).